

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad - Israël : Netanyahu gagne les élections, mais qui gouvernera ?

[La Nouvelle Revue Politique](#) 27 Oct 2026

Par Lina Murr Nehmé et Michel Fayad

Tandis que l'Iran, le Hezbollah et la Turquie demeurent au cœur de leurs préoccupations sécuritaires, les Israéliens, les électeurs ont voté en masse. La droite arrive en tête, mais elle n'a pas de majorité et risque d'avoir du mal à désigner le prochain gouvernement. Les partis arabes font une percée historique, et l'opposition est incapable de s'unir. Les électeurs israéliens ont distribué les sièges. Ils n'ont pas distribué le pouvoir.

Cette paralysie politique pourrait avoir des conséquences bien au-delà des frontières israéliennes.

Les Israéliens se sont rendus aux urnes le 27 octobre avec un taux de participation de 77,7 % – le plus élevé depuis 1999. Un chiffre dont on rêverait en France. Et pourtant, ils n'ont rien tranché. La faute revient en partie à la proportionnelle intégrale. Israël forme en effet une seule circonscription électorale, et on peut devenir parlementaire à la Knesset en recueillir 3,25 % des suffrages seulement. Le système est si démocratique qu'il en devient presque ingouvernable : le moindre petit parti peut faire ou défaire un gouvernement.

Résultat : 120 députés, 61 pour gouverner, onze partis représentés selon les projections provisoires, et trois morceaux qu'aucun puzzle ne veut assembler.

Benjamin Netanyahu, l'homme qu'on enterre politiquement à chaque élection et qui vient chaque fois à son enterrement pour prononcer l'éloge funèbre de ses adversaires. C'est lui qui a le premier morceau. Au dernier décompte disponible dans l'après-midi du 28 octobre, son bloc obtient 53 sièges.

Le Likoud, principal parti de la droite nationaliste israélienne, demeure la première formation du pays. Il est crédité d'environ 26 à 27 députés selon les étapes du dépouillement. Il s'appuie sur la droite dure d'Itamar Ben-Gvir et de Bezalel Smotrich, ainsi que sur les formations ultra-orthodoxes : le Shas d'Aryeh Deri et le *Judaïsme Unifié de la Torah*, dont Yaakov Asher est l'un des responsables.

Le deuxième morceau est le *Camp du Changement*, avec 48 sièges.

À sa tête, un nom à retenir : Gadi Eisenkot. Ancien chef d'état-major, général taiseux, il a perdu son fils à Gaza. Son parti, Yashar, dont le nom signifie « droit » ou « intègre », obtiendrait une vingtaine de sièges (autour de 21 dans les premiers décomptes).

À ses côtés, l'ancien Premier ministre Neftali Bennett, dont la liste rassemble notamment des alliés de Yaïr Lapid et est créditée d'environ 12 sièges. Puis viennent Avigdor Liberman, nationaliste laïque soutenu surtout par les Israéliens originaires de l'ancienne Union soviétique, et Yaïr Golan, représentant de la gauche israélienne.

Le troisième morceau est celui des partis arabes : 19 sièges. Un record historique : ils en avaient dix en 2022.

Les résultats ne sont pas encore définitifs. Les bulletins des soldats, des diplomates et d'autres électeurs votant sous enveloppe spéciale restent à dépouiller. Les militaires sont souvent réputés plus favorables à la droite, mais leur vote n'est pas uniforme. Un ou deux sièges pourraient encore changer de camp, mais ne modifieraient pas nécessairement le tableau général.

C'est comme si les Israéliens avaient adressé deux messages simultanés à Netanyahu et à Eisenkot, disant au premier : nous ne t'avons pas pardonné le 7 octobre 2023, lorsque le Hamas et d'autres organisations palestiniennes nous ont attaqués, nous ont massacrés, ont enlevé nos civils et violé nos femmes.

Et au second : nous ne te connaissons pas encore assez pour te confier les clés du pays.

Ajoutons la vie chère, une défense qui absorbe environ 8 % de la richesse nationale, et la colère des réservistes, mobilisés pendant des mois alors que de nombreux étudiants des écoles religieuses ultra-orthodoxes continuent de bénéficier d'exemptions militaires, sous prétexte qu'ils pourraient oublier la Thora s'ils s'abaissaient à partager la souffrance et l'angoisse des autres.

Cette question déchire la société israélienne. Pourquoi les uns devraient-ils risquer leur vie pendant que les autres profitent d'eux et ne servent pas ?

Au lendemain du scrutin, la baisse du shekel, la monnaie israélienne, et le recul de la Bourse de Tel-Aviv ont été interprétés comme des signes inquiétants devant l'incertitude politique. Les marchés ont horreur du vide.

Les partis arabes : qui sont-ils et que veulent-ils ?

Ceux qu'on appelle « Arabes israéliens » sont environ deux millions de personnes, soit un Israélien sur cinq. Leur participation électorale aurait approché 80 % selon certaines estimations relayées par les chaînes israéliennes.

Il faut signaler que ce nom est donné à des communautés dont les origines, les religions,

les identités, les buts, les façons de voir, ne sont pas les mêmes.

Ainsi, beaucoup de musulmans descendent de populations locales, dont certaines étaient chrétiennes ou juives avant de se convertir à l'islam au fil des siècles. Ils sont ainsi parents de ceux qui sont restés chrétiens ou juifs. Ethniquement, ces populations sont cananéennes-phéniciennes.

Il faut signaler aussi les chrétiens et les juifs qui ont quitté la péninsule Arabique au VII^e siècle pour ne pas devenir musulmans, et dont les descendants se sont répartis dans tout le Levant et en Irak. Et les familles issues de migrations anciennes ou médiévales.

Des colons musulmans sont venus d'Arabie, d'Afrique du Nord, de Grèce, des Balkans, du Caucase et d'Asie centrale, ou même d'Europe. Au XIX^e siècle, et parfois même avant, le sultan a installé en Palestine un grand nombre de colonies musulmanes maghrébines, caucasiennes, turques, circassiennes ou bosniaques, pour contrer l'immigration juive.

Depuis 2014, certains chrétiens d'Israël, parce que le Christ parlait l'araméen, ont demandé – et obtenu – de se faire enregistrer comme araméens plutôt que comme arabes.

Les druzes constituent une autre communauté, dotée d'une identité religieuse particulière.

Tsahal, l'armée israélienne, compte des contingents druzes et bédouins musulmans, mais aussi des chrétiens, dont certains sont des officiers supérieurs. Des chiites libanais se sont également joints à Tsahal, mais en petit nombre.

Ces distinctions sont essentielles pour comprendre l'histoire des minorités du Proche-Orient et les choix politiques parfois contradictoires de leurs représentants.

Ainsi, les électeurs des familles de soldats israéliens non-juifs, votent relativement peu pour les listes politiques arabes.

Inversement, certains chrétiens palestiniens ont adhéré au nationalisme arabe, allant parfois jusqu'à s'engager dans des mouvements qui ont combattu d'autres communautés chrétiennes.

Georges Habache en est un exemple. Né dans une famille chrétienne palestinienne, il fonda le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), organisation marxiste révolutionnaire qui a notamment pratiqué des détournements d'avions et du terrorisme.

Chrétien de naissance, marxiste de conviction, Habache s'est engagé dans la lutte nationale palestinienne et a participé à des alliances qui, au Liban, ont également affronté les forces chrétiennes.

Il ne s'agissait pas pour lui d'adhérer doctrinalement à l'islamisme. Mais son parcours illustre un paradoxe : celui de militants issus de minorités chrétiennes qui ont placé leur

combat politique dans des coalitions dominées par des organisations musulmanes, parfois hostiles aux intérêts d'autres chrétiens.

Ce rappel est néanmoins indispensable lorsqu'on analyse les rapports entre nationalisme arabe, islam politique et minorités chrétiennes.

Revenons aux dix-neuf sièges des partis arabes. Là, deux listes dominent.

La première est Ra'am, dirigée par Mansour Abbas, créditée d'environ six à sept sièges selon les décomptes provisoires. Elle est issue du Mouvement islamique en Israël, dans une tradition politique liée aux Frères musulmans. Ra'am a déjà participé à une coalition gouvernementale israélienne en 2021, démontrant sa capacité à négocier avec des formations sionistes.

La seconde est la Liste commune, conduite par Youssef Jabareen, créditée d'environ douze à treize sièges. Elle rassemble des communistes, dont un député juif ; et Ahmad Tibi, ancien conseiller de Yasser Arafat ; et des nationalistes palestiniens. Leur point commun est une contestation, à des degrés divers, de la définition d'Israël comme État-nation du peuple juif.

Plusieurs de ces responsables défendent un « État pour tous ses citoyens ». Les défenseurs de ce projet y voient une démocratie pleinement égalitaire. Ses adversaires considèrent qu'il reviendrait à supprimer la vocation historique du foyer national juif.

À cette question s'ajoute celle du droit au retour des réfugiés palestiniens et de leurs descendants, dont le nombre avoisine six millions selon le périmètre retenu. Le bouleversement démographique qui en résulterait, signifierait la fin de l'État d'Israël.

Le partenariat judéo-arabe et le discours palestinien

Écoutons maintenant les dirigeants de ces formations.

Au lendemain du scrutin, Youssef Jabareen promet, en hébreu, un « partenariat judéo-arabe », tout en dénonçant ce qu'il appelle le « gouvernement du sang ».

À Nazareth, au quartier général de la Liste commune, l'ancien député Oussama Saadi dédie la victoire à Gaza, à la Cisjordanie et à « Jérusalem occupée », ainsi qu'aux prisonniers palestiniens.

Ahmad Tibi, de son côté, s'en prend à Itamar Ben-Gvir avec un dicton arabe particulièrement brutal : « Chaque chien a son jour, et son jour est venu. »

D'un côté, le partenariat judéo-arabe proposé, mais de l'autre, une rhétorique nationale palestinienne qui peut devenir radicale... sachant que le discours peut varier selon la langue utilisée. Lorsque les déclarations sont contradictoires, il est légitime de parler de double langage politique.

Jabareen conditionne notamment son soutien à une solution reconnaissant un État palestinien dans les frontières de 1967, c'est-à-dire celles qui précédaient la guerre des Six Jours.

Quant au chef de Balad, formation nationaliste palestinienne, il a dû renoncer à se présenter sous la menace d'une exclusion liée à ses propos sur le massacre du 7 octobre.

La question est donc simple : ces responsables veulent-ils participer au gouvernement d'Israël pour améliorer la situation de leurs électeurs, ou utiliser leur influence parlementaire pour transformer la nature même de l'État ?

Les deux objectifs peuvent coexister dans certains programmes, alors que leurs conséquences politiques ne sont pas les mêmes.

C'est aussi pourquoi l'accusation d'apartheid, reprise notamment par Rima Hassan, mérite d'être examinée à la lumière des réalités électorales.

Il n'y a en effet pas d'apartheid quand une minorité peut voter massivement, obtenir dix-neuf sièges au Parlement et éventuellement déterminer l'identité du prochain Premier ministre et la politique de son gouvernement. Le paradoxe est saisissant, car si ces électeurs ont voté en citoyens israéliens, beaucoup l'ont fait en affirmant une identité palestinienne.

Ces droits politiques étant une réalité, ils doivent être pris en compte dans toute comparaison avec un régime d'apartheid, même avec les discriminations et les controverses juridiques concernant les territoires palestiniens.

Le casse-tête des 61 sièges

Il faut maintenant faire les comptes.

Pour gouverner, il faut 61 députés. Or chaque fois qu'on ajoute une pièce au puzzle, une autre tombe.

Ainsi, Netanyahu dispose de 53 sièges dans le décompte provisoire considéré. Il lui en manque huit.

Il appelle déjà à l'union de « la majorité juive et sioniste », et lorgne vers Bennett et Liberman, qui ont juré de ne plus gouverner sous son autorité. Mais en politique, un serment dure parfois le temps d'un portefeuille ministériel.

L'union nationale ? Eisenkot a dit non, même dans l'hypothèse d'une alternance à la tête du gouvernement.

Les ultra-orthodoxes ? Liberman refuse de s'allier à eux, notamment en raison de leur opposition à une conscription plus large des étudiants des écoles religieuses.

Les partis arabes ? Eisenkot a posé des conditions qui rendent leur participation ou leur soutien particulièrement difficiles, notamment sur la reconnaissance du caractère juif de l'État et sur le Hamas.

Même Mansour Abbas, pourtant le plus pragmatique des dirigeants arabes, suscite des interrogations. Interrogé sur la qualification du Hamas comme organisation terroriste, il a répondu, dans la déclaration évoquée après le scrutin, que le 7 octobre « c'était mal », sans parler explicitement de terrorisme. Une condamnation morale qui ne répond pas nécessairement à la question politique qui lui était posée.

Yaïr Golan, lui, s'exclame : « Nous avons la majorité ! » Il sait compter. Son problème, c'est qu'il additionne des gens qui refusent de gouverner ensemble. Les adversaires de Netanyahu peuvent représenter une majorité arithmétique sans former une majorité politique.

Eisenkot pourrait-il présenter au président de l'État d'Israël un gouvernement minoritaire, soutenu de l'extérieur par les partis arabes ?

C'est une possibilité. Mais elle supposerait de revenir sur plusieurs promesses, les siennes et celles de partenaires comme Bennett et Liberman.

Le prix politique pourrait être considérable. Pour certains de ces dirigeants, ce serait presque un suicide électoral.

L'autre scénario est celui de longues semaines de tractations, éventuellement suivies de nouvelles élections, avec Netanyahu étant entre-temps maintenu à la tête d'un gouvernement de transition.

Israël a déjà connu cette situation entre 2019 et 2022, lorsque cinq élections successives avaient été nécessaires pour sortir d'une crise politique prolongée.

Un gouvernement sortant conserve les pouvoirs nécessaires à la conduite des affaires de l'État, y compris les opérations militaires. Mais il peut difficilement prétendre disposer du mandat politique indispensable pour engager durablement l'avenir du pays.

Or c'est cet avenir qui se joue maintenant.

De Téhéran à Ankara, la guerre n'attend pas les coalitions

L'Iran demeure la menace stratégique majeure pour Israël. La guerre engagée depuis février, l'élimination du Guide suprême iranien et l'établissement d'un cessez-le-feu fragile ont profondément modifié les équilibres régionaux. Mais la disparition d'un dirigeant ne signifie pas la disparition d'un régime, encore moins celle de ses ambitions.

Ainsi, au Liban, le Hezbollah refuse de désarmer. Malgré les coups considérables portés à son commandement et à ses capacités militaires, l'organisation chiite inféodée à l'Iran

conserve une structure politique et militaire dont Israël doit tenir compte.

À Gaza, les otages sont rentrés. Mais la question essentielle reste entière : qui gouvernera demain Gaza ? Le Hamas pourra-t-il être durablement écarté du pouvoir ? Quelle autorité lui succédera ? Qui garantira qu'une nouvelle attaque semblable à celle du 7 octobre ne se reproduira pas ?

Et puis il y a la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Ankara s'affirme comme une puissance rivale d'Israël, particulièrement en Syrie, où les intérêts stratégiques des deux pays peuvent entrer en collision. La justice turque a engagé des poursuites contre Netanyahu, ajoutant une dimension judiciaire à leur confrontation politique.

À Téhéran, à Beyrouth, à Damas comme à Ankara, chaque signe de division israélienne est observé.

Il serait pourtant dangereux de croire qu'un changement de Premier ministre signifierait automatiquement un changement radical de doctrine militaire. Car Gadi Eisenkot n'est pas une colombe.

Eisenkot et la doctrine Dahiya : la force avant tout

Ancien commandant du front nord, Gadi Eisenkot a formulé en 2008 une doctrine militaire particulièrement dure, connue sous le nom de « doctrine Dahiya ».

Dahiya signifie « banlieue » en arabe. Le terme désigne ici la Dahié, la banlieue sud de Beyrouth, où se trouve le principal bastion du Hezbollah au Liban. L'idée est simple : répondre à une attaque de l'adversaire en infligeant des destructions tellement importantes aux biens, aux habitations et aux infrastructures vitales (eau, électricité, routes) d'une zone perçue comme une base ennemie, que la population se retourne contre l'organisation terroriste qui l'emploie comme bouclier humain.

Cette doctrine, qui repose sur la dissuasion par des destructions massives, a suscité d'importantes controverses en raison de ses conséquences potentielles pour les populations et les infrastructures civiles, comme celles qu'on a vues en 2006 au Liban.

Mais elle rappelle une réalité fondamentale : Eisenkot appartient à l'école israélienne de la puissance militaire, et non à celle du pacifisme. Sur l'emploi de la force contre les organisations armées qui menacent Israël, les différences entre lui et Netanyahu sont moins profondes que certains observateurs étrangers ne l'imaginent. Tous deux considèrent que la sécurité d'Israël doit reposer sur une capacité de dissuasion crédible et, lorsque les circonstances l'exigent, sur l'emploi de la force.

Ce qui les sépare, c'est davantage la manière de gouverner, la responsabilité politique du 7 octobre, les rapports entre les institutions et surtout la répartition de l'effort militaire dans la société israélienne.

Faut-il enfin envoyer les ultra-orthodoxes à l'armée ? Eisenkot répond oui. Netanyahu doit, lui, composer avec des partis religieux qui refusent une remise en cause générale des exemptions accordées à leurs étudiants.

Cette question pourrait paraître secondaire face aux menaces iraniennes ou aux missiles du Hezbollah. Elle est en réalité centrale : un pays ne peut demander indéfiniment aux mêmes familles de supporter les sacrifices de la guerre pendant que d'autres échappent aux obligations militaires. La puissance d'une armée dépend de ses armes, de ses renseignements et de ses chefs. Mais elle dépend aussi de la cohésion de la société qui la soutient. Voilà pourquoi le débat sur les ultra-orthodoxes n'est pas seulement religieux. Il touche à l'idée même de citoyenneté, d'égalité devant les devoirs et de solidarité nationale.

Le paradoxe israélien

Ces élections révèlent trois réalités.

La première est que Benyamin Netanyahu, malgré le 7 octobre, malgré les guerres et malgré l'usure du pouvoir, reste la principale force politique individuelle d'Israël. Ses adversaires ont échoué à le faire disparaître de la scène.

La deuxième est que Gadi Eisenkot constitue désormais une alternative sérieuse. Mais son prestige militaire et sa crédibilité personnelle ne suffisent pas à rassembler des formations qui divergent sur la religion, la sécurité, l'identité de l'État et les alliances parlementaires.

La troisième est que les partis arabes, avec leur représentation historique, pourraient devenir les arbitres d'un système politique dont plusieurs de leurs dirigeants contestent pourtant les fondements nationaux. C'est une contradiction que la démocratie israélienne devra affronter.

Peut-on gouverner avec des formations qui souhaitent remplacer l'État juif par un État mixte ou musulman ? Et peut-on les exclure durablement alors qu'elles représentent une part importante de l'électorat ? Et peut-on construire une majorité nationale sans résoudre cette question ?

Ce sont des interrogations politiques auxquelles aucune formule électorale ne fournit de réponse simple.

Israël vient de démontrer sa vitalité démocratique par une mobilisation exceptionnelle. Mais cette vitalité n'a pas produit la stabilité dont le pays a besoin. La proportionnelle a permis à presque toutes les sensibilités d'être représentées. Elle n'a pas permis de dégager une direction.

Le pays doit pourtant décider de sa stratégie face à l'Iran, de sa politique au Liban, de

l'avenir de Gaza, de ses rapports avec la Turquie et de l'équilibre entre ses communautés religieuses et ses citoyens laïcs. Autant de décisions qui exigent un pouvoir capable de durer.

Le paradoxe israélien est là : Israël sait se battre. Il ne sait pas encore assembler 61 députés.

Et à Téhéran, à Ankara comme à Damas, on espère qu'il restera longtemps devant ce puzzle.

Analyse fondée sur les résultats provisoires du scrutin du 27 octobre, susceptibles d'évoluer jusqu'à la proclamation définitive.